

La Fête des Solidarités, happening festif ou politique ?

Ce week-end, Solidaris (Mutualités socialistes) organise sa première Fête des Solidarités, avec débats et musique. Une initiative au service de valeurs ? Ou d'un parti ? Une mutuelle qui sort de son périmètre ? L'événement culturel, politique et festif, interpelle.

Tout au long du week-end, la Citadelle de Namur vivra à l'heure de la Fête des Solidarités. Une fête que certains comparent volontiers à la Fête de l'Huma. Sans doute parce que, comme pour la fête du Parti communiste français, il y a deux vœux : le côté politique et les concerts. Ces samedi et dimanche, cinq débats porteront sur la notion de progressisme au 21^e siècle, sur l'égalité homme-femme, sur la finance mondiale, sur la laïcité et sur l'Europe. Du côté des scènes, une belle affiche (www.lafetedesolidarites.be), tant dans le registre de la « world music » (Amadou & Mariam, Souad Massi...) que de la variété (Marc Lavoine, ZAZ, Tryo, Noa Moon, Suarez, Eiffel).

Ici (parmi les organisateurs de concerts ou de festivals, type Esperanza) ou là (du côté des autres mutualités du Royaume), on s'étonne que les Mutualités socialistes (dont le nouveau nom de Solidaris a déjà cours dans les fédérations de Liège, de Namur et de Hainaut), alors dirigées par l'actuel ministre des Entreprises publiques Jean-Pascal Labille (PS), organisent un événement hors normes, auquel ils ont consacré un budget d'environ 1,3 million.

Directeur marketing de Solidaris-Mutualités socialistes, Martin Wauthy explique la démarche et revendique son originalité et son côté hybride : « Notre société a perdu la culture du débat. Nous souhaitons nous positionner comme acteur social et politique, que les gens ne réduisent pas notre rôle au remboursement des soins de santé. Nous représentons quatre Wallons sur dix, ce n'est pas rien. La culture, et particulièrement la musique, représentent un vecteur de mobilisation important. D'autant que, dans le cas présent, nous avons invité des artistes engagés et donc en phase avec nos valeurs. Par exemple, Emel Mathlouthi était légèrie de la révolution tunisienne et soutenait les manifestants. L'idée de cette Fête des Solidarités est donc d'être tout à la fois un lieu de rassemblement des gens mais dans un esprit festif à un moment où l'avenir même des mutualités est en question. »

Le secrétaire général Alain Thirion

« L'idée de cette Fête des Solidarités est d'être tout à la fois un lieu de rassemblement des gens mais dans un esprit festif »

avait déjà expliqué (Le Soir du 24 août) : « C'est un investissement, dont nous avons expliqué les raisons à notre personnel, confronté à des mesures d'économie. » Si, côté socialiste et au grand dam des institutions neutres, on assume totalement l'intégration d'une manifestation de cette nature dans « l'action commune », on rappelle d'ailleurs aussi que la mutation des mutualités en Solidaris n'a pas pour volonté d'effacer le mot « socialiste » de leur appellation mais de mettre l'accent sur la valeur clé du secteur : la solidarité. ■

J.-F. Lws



Marc Lavoine chante-ra dimanche. © DOMINIQUE DUCHESNES.

PS et Mutuelle : débats, rentrée politique, et stratégie commune avant 2014

Quand les élections approchent, PS, Mutualités socialistes et FGTB, qui opèrent dans des domaines distincts, et dont les intérêts et les objectifs ne sont pas toujours convergents (en particulier, l'organisation syndicale est jalouse de sa liberté d'action, et les conflits avec le PS ne sont pas rares), quand les élections approchent donc, les trois serrent les rangs. C'est ce que l'on appelle, historiquement, l'« Action commune ». A l'œuvre cette fois encore, à neuf mois du scrutin.

C'est ce dont témoigne l'imbrication, ces vendredi et samedi à Namur, entre, d'une part, les Rencontres d'été, marquant la rentrée politique du PS, et, de l'autre, le Festival des solidarités, organisé par les Mutualités. Au boulevard de l'Empereur, siège du PS, on explique : « Tout cela s'est décidé au début de l'année. Les Mutualités avaient prévu leur opération à Namur, et nous avons dès lors sauté sur l'occasion : pourquoi ne pas organiser nos Rencontres d'été à Namur au même moment, ce qui facilitait les choses en termes d'organisation, et permettrait aux militants, à tous ceux que ça pouvait intéresser, de participer à la fois à la rentrée politique du PS et, par ailleurs, aux débats, et concerts, prévus par Solidaris dans le cadre de son Festival des solidarités. Les responsables du parti et de Solidaris ont eu des contacts, comme ils en ont tout le temps dans le cadre de l'Action commune, et on a mis en route tout cela assez naturellement... »

Imbrication, disait-on. Concrètement, vendredi, le PS occupera – en location – les locaux du centre de formation des Mutualités dans le centre de Namur, où se tiendront une série d'ateliers-débats dans le cadre de l'opération « Citadelle », samedi, Elio Di Rupo, Harlem Desir (en invité d'honneur) et Paul Magnette clôtureront les Rencontres d'été, cette fois sur le site de la Citadelle, là où a lieu, dans la foulée, le

Festival des solidarités. Pour accueillir les participants aux Rencontres d'été, le PS loue le « Magic Mirror », un chapiteau en bois voué ensuite aux festivités mutualistes. En outre, le PS a acheté quelques centaines de places (à 25 euros l'unité) donnant accès au Festival des solidarités, destinées à ses militants, aux sympathisants, et, par ailleurs, prendra part au festival sous la forme d'un stand, aux côtés de ceux occupés par diverses associations. Le PS y va-t-il de son coup de pouce financier ? Alain Thirion joue cartes sur table. « Le budget total est de 1,3 million ; 400.000 viennent des sponsors, 600.000 des droits d'entrée et locations payées par les associations, 300.000 euros de Solidaris. Là dedans, le PS paie 30.000 euros. » Mais amène sa cohorte de militants sur le site !

« On soigne la rentrée des progressistes, avec des débats, et l'idée que ça peut conforter la gauche, et créer une dynamique autour du PS »

« On soigne la rentrée des progressistes, avec des débats, et l'idée que ça peut conforter la gauche, et créer une dynamique autour du PS »

« On soigne la rentrée des progressistes, avec des débats, et l'idée que ça peut conforter la gauche, et créer une dynamique autour du PS »

« On soigne la rentrée des progressistes, avec des débats, et l'idée que ça peut conforter la gauche, et créer une dynamique autour du PS »

D.C.I. et V.La

Solidaris se veut « acteur social et politique ». La concurrence s'insurge

Faire chanter Marc Lavoine au Théâtre de verdure de la Citadelle de Namur fait-il partie de la « mission » des mutualités ? Martin Wauthy, directeur marketing de Solidaris-Mutualités socialistes, inscrit l'opération dans l'évolution du secteur : « En 2010, suite à la crise qui a poussé le gouvernement à venir aussi chercher l'argent dans les caisses des mutualités, nous nous sommes demandés quel était notre avenir à 5, 10 ans. On peut craindre qu'on se dirige vers une privatisation d'un secteur qui ne serait plus alors soumis qu'à la loi de l'offre et de la demande. Nous voulons devenir un acteur social et politique mais aussi une entreprise full service, d'où les gens ressortent avec une solution. Nous devons travailler sur la visibilité de notre offre et la développer. Ici, on rassemble les gens autour de débats et de messages mais dans un esprit festif. »

Dire que l'initiative socialiste enthousiasme les concurrents de Solidaris serait mentir. « Il me paraît plus important de garantir le remboursement à 100 % des transports en ambulance en urgence – remboursés pour moitié seulement par l'assurance maladie obligatoire – que d'organiser des concerts, glisse Jean Hermesse, secrétaire général de la Mutualité chrétienne (la première du pays avec 4 millions d'affiliés, devant la socialiste). De manière générale, nous appelons de nos vœux que l'Office de contrôle des mutualités cadre les avantages et les services proposés par les mutualités pour que cela reste en lien direct avec les soins de santé et la santé. Certaines autres mutualités ont développé des cartes avantage qui donnent des ristournes dans certains magasins. C'est limite. Ce type



Les Mutualités socialistes ont changé de nom mais ne renient nullement leur lien avec le Parti socialiste. © DOMINIQUE DUCHESNES.

d'avantages vise à quoi ? À attirer un public jeune, actif et en bonne santé parce qu'ils représentent de « bons risques ». Les personnes âgées, les malades chroniques, ce la intéresse moins les mutualités : 60 % des soins de santé sont concentrés sur 5 % de la population. Il y a effectivement une concurrence sur le terrain visant les jeunes familles avec des enfants par exemple. C'est une spirale : si une mutualité perd des affiliés qui représentent des « bons risques », l'équilibre de la solidarité est en danger car la solidarité, c'est justement la cohabitation de bons et de moins bons risques, des mauvais risques, des gens qui ont

les moyens et d'autres qui n'en ont pas. Si on cible ce public, on force les autres à réagir. Les primes de naissance, celles qui ont une inscription à un club sportif, que nous pratiquons aussi, en sont le plus bel exemple. Ces moyens pourraient être affectés à d'autres priorités. » Du côté des Mutualités libres (1 million d'affiliés à 7 mutualités), le secrétaire général Xavier Brenez admet qu'il existe une concurrence : « Toutes les mutualités font de la publicité mais, chaque année, seulement 1 % de la population pour promouvoir le mouvement socialiste. On dépense une limite. Dans quelques mois, les agences

de Solidaris seront placardées d'affiches électorales du PS. Il y a des tribunes politiques dans les journaux des mutualités. C'est malsain, ces réseaux sont partout. Il y a dans ces mutualités une série de dépenses qui peuvent profiter à d'autres intérêts. Ces mutualités sont toujours à la fois du côté du pouvoir subsidiant et du pouvoir subsidier, regardez Labille ou les membres de certains cabinets socialistes. Mais je crains que cela ne change jamais. C'est dépassé, nous le pensons tous, mais dans les faits l'action commune se renforce. Il y a plein de conflits d'intérêts et cela bloque tout dans le domaine de la san-

te. » En 2010, le député MR Daniel Bacquelaine avait déposé une proposition de loi, pas encore examinée à l'heure qu'il est, visant « à étendre aux mutualités les règles relatives à certaines interdictions de propagande applicables aux partis politiques en période électorale. » Médécine, professeur à l'Université de Gand et président du Fo-

JEAN-FRANÇOIS LAUWENS

Faut-il être de gauche pour être progressiste ? Progressiste pour être de gauche ?

Comme être progressiste au XX^e siècle ? C'est le thème du débat d'ouverture de la Fête des Solidarités. La question sonne un peu comme un thème de dissertation scolaire. Ou comme une passe d'armes entre candidats politiques sur un plateau télé, une avant-veille d'élection. La gauche est-elle ontologiquement progressiste ? Et inversement ?...

Pour asseoir le débat, posons qu'aux XIX^e et XX^e siècles, l'idée progressiste a davantage été invoquée et revendiquée par la gauche. Dans une posture positive, mais également en négatif : en critiquant l'immobilisme de la bourgeoisie ou en dénigrant le présent ou le passé. Mais aujourd'hui ? Défendre bec et ongles certains droits (chèrement) acquis, est-ce toujours faire preuve de progressisme ou, comme certains libéraux ne manquent pas de le clamer, de se montrer conservateur ? Transmutation des valeurs ?

« Il faut d'abord poser la signification de "progressisme", intervient le politologue Pierre Vercauteren, professeur à l'UCL-Mons. Et là, mobiliser l'histoire de la philosophie devient intéressant. L'idée de progrès, qui est à la base du progressisme, remonte à la philosophie des Lumières. Mais d'emblée, les philosophes des Lumières n'étaient pas tous d'accord sur le contenu du concept de "progrès", avec tout ce qu'il impliquait. Ain-

si, d'un côté on évoque le progrès à partir de la liberté et de l'autre à partir de l'égalité. Un débat qui a fort marqué la question du rapport au progrès, est celui qui a opposé Voltaire et Rousseau. Le premier croyait que l'amélioration passait par le progrès alors que le second se méfiait des changements de la société et prônait plutôt le retour à l'état de nature... C'est une différence que l'on peut retrouver dans des débats plus contemporains entre le socialisme qui croit au progrès par l'évolution de la technologie, etc., alors que du côté écologiste, on est plutôt "rouseauiste", sans pour autant rejeter totalement les innovations... »

À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, la pierre de touche pouvait être, en gros, l'adhésion au triptyque liberté-égalité-fraternité.

Pascal Delwit (ULB) : « Toute réforme n'est pas en soi progressiste »

« Toute réforme n'est pas en soi progressiste », tranche Pascal Delwit. Toucher, vers le haut ou vers le bas, à l'âge de la retraite est-il progressiste ou conservateur ? C'est une appréciation que doivent avoir à la fois les citoyens et les acteurs politiques. Mais évidemment, dans le jeu sémantique qui accompagne le jeu politique, on va toujours épingleur un parti qui refusera une réforme comme conservateur et un parti qui l'acceptera comme progressiste... alors que tout parti est susceptible de dire non à une réforme. ■

WILLIAM BOURTON

MR



© PIERRE-YVES THIÉRCOMPT

« La gauche est souvent dans le conservatisme »

Charles Michel, président du MR : « L'histoire et l'actualité récente montrent que ceux qui s'identifient à la gauche, sont souvent dans le conservatisme. Regardez la Wallonie : les forces qui se disent de gauche, sont les freins les plus forts pour faire évoluer les intercommunales. Autre exemple, l'évolution démographique met en danger les mécanismes de solidarité, notamment les retraites. Il faut adapter la manière dont on gère la sécurité sociale, mais ce sont les forces de gauche qui souvent s'opposent aux évolutions indispensables. L'alliance des forces progressistes internes au PS et au MR a permis des avancées sur l'avortement, l'euthanasie, l'homosexualité. Mais prenez le parcours d'intégration dont la gauche ne veut pas, alors que c'est une démarche d'adhésion visant le respect de valeurs universelles. C'est par ailleurs une erreur de raisonnement que de considérer que le progrès se mesure au niveau des avantages sociaux. La qualité et le succès d'une société se jugent surtout au degré d'émancipation des individus. »

B.D.X.

PS



© P.-Y. THIÉRCOMPT

« Conservateurs, nous ? Pensez à Jaurès... »

Paul Magnette, président du PS : « Le mouvement socialiste fondateur, de Jaurès, il y a plus de cent ans, avait un caractère conservateur : il fallait s'opposer, parfois durement, à un capitalisme destructeur de la vie sociale, de la nature, des rythmes humains. Il y avait une forme de conservatisme à vouloir préserver la vie, à freiner, maîtriser des évolutions imposées par le capitalisme. Alors, plus d'un siècle plus tard, il s'agit toujours de conserver ce qu'il y a de bon, évidemment. C'est cela aussi la gauche. Pensez par exemple à l'indexation, chez nous. Mais nous faire ce genre de procès dans la foulée : "Les socialistes sont des conservateurs, ils refusent les réformes", là, quoi de plus faux ! Taxation du capital, impôt sur les grosses fortunes, lutte contre la fraude fiscale, taxation des plus-values, entre autres projets pour l'avenir : où sont les conservateurs ? Les socialistes sont là des progressistes. J'ajoute : a-t-on refusé de discuter de réformes "difficiles", comme les pensions par exemple ? Nous avons pris la problématique à bras-le-corps, cherché les solutions. On s'engage à chaque fois. »

D. CI

DFD



© THOMAS BLANCHON

« Je renvoie dos à dos gauche et droite »

Olivier Maingain, président du DFD : « Les DFD se définissent comme des libéraux sociaux. Je considère qu'il y a eu, tant dans l'inspiration du libéralisme politique que du socialisme, des avancées de progrès incontestables pour la société. Par contre, je crois qu'aujourd'hui, il y a dans le libéralisme une dérive vers la négation du rôle de l'État qui est une forme de conservatisme dangereux, comme il y a dans le socialisme une dérive vers le tout à l'État et la minimisation sur les rouages qui sont une source d'inefficacité, voire de paralysie pour l'autorité publique. De ce côté-là, je renvoie donc dos à dos une droite conservatrice très traditionnelle dans son approche du libéralisme de marché et une gauche très figée sur sa conception de la gestion publique. »

W. B.

CDH



© SYLVAIN PIRAUX

« Le vrai progressisme, c'est la faculté d'adaptation »

Maxime Prévot, bourgmestre de Namur et député wallon CDH : « Historiquement, celles et ceux qui se sont fait les défenseurs des ouvriers et des classes moins favorisées ont pu, il faut le leur reconnaître, être à la pointe d'une série d'avancées. Mais aujourd'hui, je ne pense pas que tous ceux qui se disent de gauche puissent se revendiquer progressistes. Pas plus que l'inverse d'ailleurs. Le vrai progressisme aujourd'hui, c'est la faculté d'adaptation. C'est avoir la capacité de pouvoir adapter les choses aux positions de la société et ne pas être simplement dans une posture de défense de radicale des droits acquis. C'est même paradoxal, parce que ça génère des contre-effets... Mais le vrai progressisme n'est pas non plus celui qui peut revendiquer la droite. De manière générale, je pense d'ailleurs qu'il n'y a pas plus grand conservatisme que ces vieux concepts de gauche et de droite !

W. B.

ECOLO



© BELGA

« Il y a confusion entre gauche et socialisme »

Georges Gilkinet, député fédéral Ecolo : « Tout est question de définition. Je ne me présente jamais naturellement comme quelqu'un de gauche mais comme progressiste et, cela dit, il est vrai que j'affirme des valeurs que, classiquement, l'on considère sans doute comme de gauche. Mais, au contraire du clivage binaire de la France, les choses ne sont pas si simples chez nous. Je me définis comme progressiste en ce sens que je défends une justice sociale et environnementale, que je défends la solidarité, une meilleure répartition des richesses et, c'est mon credo écologiste, le fait de léguer une Terre viable. Le problème, c'est qu'il y a souvent une confusion entre la gauche et le socialisme. Je suis membre militant d'Ecolo, je suis progressiste, mais je ne suis pas socialiste. Le PS se dit de gauche mais, contrairement à ce que j'ai parfois l'impression qu'il pense lui-même, il n'a pas le monopole de valeurs comme la redistribution ou la solidarité. Le PS peut être très conservateur sur un terrain comme celui de la justice sociale. »

J.-F. LWS